



Treaty Series No. 56 (1980)

*Handwritten:* 11/2/88

# Exchange of Notes

between the Government of the  
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland  
and the Government of the French Republic  
concerning the Application to Jersey of  
the Convention on Social Security  
between the United Kingdom and  
France signed on ~~19 May 1959~~

Paris, 29 May 1979 *10 June 1956*

[The Agreement entered into force on 14 May 1980]

*Presented to Parliament  
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs  
by Command of Her Majesty  
July 1980*

LONDON

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

£1.25 net

**EXCHANGE OF NOTES**  
**BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF**  
**GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE**  
**GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC CONCERNING**  
**THE APPLICATION TO JERSEY OF THE CONVENTION**  
**ON SOCIAL SECURITY BETWEEN THE UNITED KINGDOM**  
**AND FRANCE SIGNED ON 10 JULY 1956**

No. 1

*The Minister for Foreign Affairs of the French Republic to  
Her Majesty's Ambassador at Paris*

*Paris, le 29 mai 1979*

Monsieur l'Ambassadeur,

1. J'ai l'honneur de me référer à l'Echange de Lettres entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord du 19 mai 1959 concernant l'application à l'Île de Jersey de la convention de sécurité sociale signée entre la France et le Royaume-Uni le 10 juillet 1956.

2. Je me réfère également à l'Echange de Lettres entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord du 25 février 1965 prévoyant l'attribution d'allocations familiales aux travailleurs agricoles saisonniers se rendant de France dans l'Île de Jersey et réciproquement.

3. L'intervention à Jersey d'une nouvelle législation relative aux soins de santé et le désir de chacune des Parties intéressées d'améliorer la protection sociale de leurs ressortissants travaillant dans l'autre pays ainsi que de leurs familles restées dans le pays d'origine ont conduit les autorités compétentes des deux Parties à se rencontrer en vue de proposer la modification de l'Echange de Lettres du 19 mai 1959. Cette modification doit également refléter les changements rendus nécessaires par l'adoption des accords spécifiques concernant Jersey, lors de l'adhésion du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la Communauté Economique Européenne.

4. En outre, la dénonciation en date du 1<sup>er</sup> mars 1973 (qui a pris effet le 8 mai 1973) par le Gouvernement du Royaume-Uni de l'Echange de Lettres du 25 février 1965 en raison de la modification de la législation jersiaise sur les allocations familiales entrée en vigueur le 8 mai 1973 a amené les autorités des deux Parties à envisager de nouvelles dispositions concernant les prestations familiales.

5. En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer que les nouvelles dispositions réglant les rapports franco-jersiais en matière de sécurité sociale soient incluses dans un document unique intégré au présent Echange de Lettres sous forme d'annexe. Cet accord se substituera d'une part à l'Echange de Lettres du 19 mai 1959 qu'il abrogera, et d'autre part à celui du 25 février 1965 déjà abrogé.

6. Si les propositions ci-dessus rencontrent l'agrément du Gouvernement du Royaume-Uni j'ai l'honneur de suggérer que la présente Lettre ainsi que la réponse favorable de Votre Excellence soient considérées comme constituant en cette matière l'accord des deux gouvernements. Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Royaume-Uni se notifieront mutuellement l'accomplissement des procédures requises chacun en ce qui le concerne, pour l'entrée en vigueur du présent accord, laquelle interviendra à la date de la dernière de ces notifications.

7. Cet accord est conclu pour une durée d'une année et sera prorogé d'année en année par tacite reconduction, sauf dénonciation par écrit par l'une des Parties trois mois avant la date d'expiration, ou dénonciation de la Convention de 1956 selon le cas.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

CLAUDE CHAYET

## ANNEXE

### Titre I—Dispositions Generales

#### ARTICLE 1

Sous réserve des dispositions contenues dans cette Annexe, les dispositions de la Convention de sécurité sociale signée le 10 juillet 1956 entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République Française, à l'exclusion des protocoles (dispositions désignées ci-après par "la Convention") s'appliqueront à Ile de Jersey.

#### ARTICLE 2

- (1) En vue de l'application de la Convention à Jersey :
  - (a) L'Ile de Jersey sera considérée comme comprise dans le territoire déterminé, en ce qui concerne le Royaume-Uni par le paragraphe (1) de l'Article 1 de la Convention.
  - (b) La Commission de sécurité sociale et la Commission de santé publique des Etats de Jersey, selon le cas, seront considérées comme faisant parties des autorités du Royaume-Uni mentionnées aux paragraphes (4) et (5) de l'Article 1 de la Convention.
  - (c) La loi de 1974 sur la sécurité sociale (Jersey), la loi de 1967 sur les soins de santé (Jersey), la loi de 1972 sur les allocations familiales (Jersey) seront considérées comme comprises dans la législation du Royaume-Uni mentionnée au sous-paragraphe (a) du paragraphe (1) de l'Article 2 de la Convention.
  - (d) La législation française relative aux allocations familiales sera considérée comme incluse dans la législation française mentionnée au sous-paragraphe (b) du paragraphe (1) de l'Article 2 de la Convention, pour autant qu'elle concerne les salariés auxquels s'applique la législation mentionnée en (ii), (iii) et (vi) dudit sous-paragraphe (b).
- (2) En vue de l'application de la présente Annexe :
  - (a) Le terme "pays" désigne, selon le cas, la Partie française ou la Partie jersiaise.
  - (b) Le terme "ressortissants" désigne, en ce qui concerne la France, les personnes de nationalité française, en ce qui concerne Jersey, les ressortissants de l'Ile tels qu'ils sont définis à l'Article 6 du Protocole No. 3 adopté lors de l'adhésion du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la Communauté Economique Européenne.
  - (c) L'expression "travailleur saisonnier" désigne le travailleur qui, résidant habituellement en France ou à Jersey se rend, selon le cas, à Jersey ou en France afin d'occuper, pour le compte d'une entreprise ou d'un employeur du pays où il se rend, un emploi à caractère saisonnier dont la durée ne peut en aucun cas excéder huit mois, et qui reste sur le territoire dudit pays pendant la durée de son emploi; l'expression "emploi à caractère saisonnier" désigne un emploi soumis au rythme des saisons et revenant automatiquement chaque année.

### ARTICLE 3

Les ressortissants de l'un ou l'autre pays ayant leur résidence habituelle sur le territoire de l'un d'eux, occupés sur le territoire de l'autre par une entreprise ayant sur le territoire du premier pays un établissement dont ils relèvent, ou par un employeur ayant sa résidence habituelle sur ce territoire, sont soumis à la législation de ce pays (telle qu'énumérée à l'article 2 (1) (c) et (d) de la présente annexe), comme s'ils avaient été occupés sur son territoire, pour autant que la durée probable de leur occupation, sur le territoire du second, n'excède pas douze mois; si cette occupation se prolonge au-delà de douze mois, l'assujettissement à la législation du premier pays peut être maintenu pour une période à convenir entre les autorités compétentes.

## Titre II—Assurance Maladie Maternité

### ARTICLE 4

(1) Lorsqu'un travailleur saisonnier ouvre droit à des prestations en espèces payables en vertu des dispositions de l'article 13 de la Convention, à la date de son départ de l'Île de Jersey, il aura le droit de continuer à recevoir ces prestations sur le territoire français pendant une période n'excédant pas treize semaines à partir de la date de son départ de l'Île.

(2) Lorsqu'un travailleur ouvre droit à des prestations en nature maladie ou maternité (Medical Benefits in kind) à la date de son départ de l'Île de Jersey il ouvre droit pendant une période n'excédant pas treize semaines à partir de son départ de l'Île au bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie maternité du régime français de sécurité sociale à la charge de l'organisme compétent jersiais. Les modalités de remboursement de ces prestations seront déterminés par arrangement administratif.

### ARTICLE 5

(1) (a) Lorsqu'un ressortissant de l'une ou l'autre pays et les membres de sa famille résidant habituellement à Jersey, tombent malades, sont victimes d'un accident ou, pour toute autre raison, ont besoin en urgence de traitement médical, alors qu'ils se trouvent en France depuis moins de trois mois et ne sont pas affiliés à la sécurité sociale française, ils reçoivent un traitement hospitalier en tant que patients hospitalisés dans les mêmes conditions que s'ils avaient été assujettis à la législation relative à l'assurance maladie mentionnée au sous-paragraphe (b) (ii) du paragraphe (1) de l'article 2 de la Convention, sous réserve d'apporter la preuve de leur droit au moyen des justifications qui seront déterminées d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux pays.

(b) La part des frais qui aurait été à la charge de la personne bénéficiant d'un tel traitement hospitalier si cette personne avait été assurée en France, sera payée directement à l'hôpital par cette même personne et la part des frais qui aurait été à la charge de la sécurité sociale, en application de la législation mentionnée au sous-paragraphe (b) (ii) du paragraphe (1) de l'article 2 de la Convention sera supportée par l'institution désignée par les autorités compétentes.

(2) Lorsqu'un ressortissant de l'un ou l'autre pays et les membres de sa famille résidant habituellement en France et assurés en vertu de la législation française de sécurité sociale tombent malades, sont victimes d'un accident ou, pour toute autre raison ont besoin en urgence de traitement médical alors qu'ils se trouvent sur le territoire de Jersey depuis moins de trois mois, ils recevront un traitement hospitalier en tant que patients hospitalisés dans les mêmes conditions qu'un ressortissant du Royaume-Uni résidant ordinairement à Jersey, comme le prévoit la législation jersiaise, sous réserve d'apporter la preuve de leur droit au moyen des justifications qui seront déterminées d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux pays.

(3) Les dispositions des paragraphes (1) et (2) ci-dessus ne s'appliquent pas aux personnes qui se rendent d'un pays dans l'autre aux fins d'y recevoir des soins.

#### ARTICLE 6

(1) Lorsqu'un ressortissant de l'un ou l'autre pays exerce une activité salariée sur le territoire de l'un des pays et que les membres de sa famille résident sur le territoire de l'autre pays, les prestations en nature maladie et maternité (Medical Benefits in kind) du pays de résidence des membres de la famille sont servies conformément à la législation du pays de résidence à la charge du pays d'emploi du travailleur.

(2) L'étendue et les modalités du remboursement des prestations servies conformément au paragraphe (1) seront déterminées par arrangement administratif entre les autorités compétentes des deux pays.

### **Titre III—Prestations Familiales**

#### ARTICLE 7

(1) Lorsqu'un ressortissant de l'un ou l'autre pays exerce une activité salariée sur le territoire de l'un des pays et que les membres de sa famille résident sur le territoire de l'autre, des prestations familiales du pays de résidence des membres de la famille sont servies conformément à la législation du pays de résidence, à la charge du pays d'emploi du travailleur.

(2) L'étendue et les modalités du remboursement des prestations servies conformément au paragraphe (1) seront déterminées par arrangement administratif entre les autorités compétentes des deux pays.

### **Titre IV—Dispositions Communes**

#### ARTICLE 8

Les coefficients applicables aux périodes d'assurances et assimilées de la législation française en vue de leur conversion en périodes d'assurance et assimilées au titre des législations visées à l'article 2 (1) (a) de la Convention seront déterminés par arrangement administratif.

*Her Majesty's Ambassador at Paris to the Minister for Foreign Affairs  
of the French Republic*

*British Embassy,  
Paris  
29 May 1979*

Your Excellency,

1. I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note of 29 May 1979 which in translation reads as follows:

"1. I have the honour to refer to the Exchange of Notes of 19 May 1959<sup>(1)</sup> between the Government of the French Republic and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the application to the Island of Jersey of the Convention on Social Security between France and the United Kingdom signed on 10 July 1956<sup>(2)</sup>.

2. I also refer to the Exchange of Notes of 25 February 1965<sup>(3)</sup> between the Government of the French Republic and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on payment of family allowances to seasonal agricultural workers going from France to Jersey or from Jersey to France.

3. The introduction in Jersey of new legislation on health insurance and the wish of each of the interested parties to improve the social security of their nationals working in the other country as well as their families remaining in their country of origin has led the competent authorities of the two parties to propose the amendment of the Exchange of Notes of 19 May 1959. This amendment has also to take into account the changes which have become necessary as a result of the special arrangements for Jersey on the accession of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the European Economic Community.

4. In addition, the denunciation on 1 March 1973 (which took effect from 8 May 1973) by the Government of the United Kingdom of the Exchange of Notes of 25 February 1965 following the amendments to the Jersey legislation on Family Allowances which came into force on 8 May 1973 has led the authorities of both parties to consider new provisions on Family Allowances.

5. Accordingly, I have the honour to propose that the new provisions regulating social security arrangements between France and Jersey should be included in a single document annexed to this Note. This Agreement would replace both the Exchange of Notes of 19 May 1959<sup>(1)</sup>, which would be terminated, and the Exchange of Notes of 25 February 1965<sup>(3)</sup>, which has already been terminated.

---

<sup>(1)</sup> Treaty Series No. 46 (1965), Cmnd. 2664.

<sup>(2)</sup> Treaty Series No. 44 (1958), Cmnd. 560.

<sup>(3)</sup> Treaty Series No. 39 (1965), Cmnd. 2657.

6. If the foregoing proposals are acceptable to the Government of the United Kingdom I have the honour to suggest that the present Note together with Your Excellency's reply to that effect, shall constitute an Agreement between the two Governments on this matter. The Government of the French Republic and the Government of the United Kingdom shall inform each other as soon as the necessary procedures for the implementation of the present Agreement in their respective countries have been completed. The Agreement shall enter into force on the date of the last of these notifications<sup>(4)</sup>.

7. This Agreement shall remain in force for a period of one year and thereafter shall continue in force from year to year unless notice of termination is given in writing by either party at least three months before the expiry of such yearly period or until the convention of 1956 is terminated, whichever is the earlier."

2. I have the honour to confirm that the foregoing proposals are acceptable to the Government of the United Kingdom and that your Note, together with this reply shall constitute an agreement between the two governments on this matter.

A 3. The Government of the French Republic and the Government of the United Kingdom shall inform each other as soon as the necessary procedures for the implementation of the present Agreement in their respective countries have been completed. The Agreement shall enter into force on the date of the last of these notifications. B

4. This Agreement shall remain in force for a period of one year and thereafter shall continue in force from year to year unless notice of termination is given in writing by either party at least three months before the expiry of such yearly period or until the convention of 1956 is terminated, whichever is the earlier.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

REGINALD HIBBERT

---

(4) The Agreement entered into force on 14 May 1980.



## ANNEX

### Part I—General Provisions

#### ARTICLE 1

Subject to the provisions of this Annex, the provisions of the Convention on Social Security between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic of 10 July 1956<sup>(1)</sup>, excluding the Protocols (hereinafter referred to as “the Convention”) shall apply to the Island of Jersey.

#### ARTICLE 2

(1) For the purpose of applying the Convention to Jersey :

- (a) the Island of Jersey shall be deemed to be included in the territory specified in relation to the United Kingdom in paragraph (1) of Article 1 of the Convention;
- (b) the States of Jersey Social Security Committee and the Public Health Committee, as appropriate, shall be deemed to be included among the authorities specified in relation to the United Kingdom in paragraphs (4) and (5) of Article 1 of the Convention;
- (c) The Social Security (Jersey) Law, 1974, the Health Insurance (Jersey) Law, 1967, the Family Allowances (Jersey) Law, 1972, shall be deemed to be included in the United Kingdom legislation specified in sub-paragraph (a) of paragraph (1) of Article 2 of the Convention;
- (d) the French legislation on Family Allowances shall be deemed to be included in the French legislation specified in sub-paragraph (b) of paragraph (1) of Article 2 of the Convention, in as much as it concerns the employed persons referred to in the legislation mentioned in (ii), (iii), and (vi) of the said sub-paragraph (b).

(2) For the purpose of applying the present Annex :

- (a) the term “country” means France or the Island of Jersey, as the case may be;
- (b) the term “nationals” means, in the case of France, persons of French nationality, and in the case of Jersey, persons who, by virtue of a connection with Jersey, are Channel Islanders as defined in Article 6 of the Protocol No. 3 signed on the accession of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the European Economic Community<sup>(2)</sup>;
- (c) the term “seasonal worker” means a worker who, ordinarily residing in France or Jersey, proceeds to the other territory, *i.e.* Jersey or France, in order to carry out for a firm or an employer of that country a job of a seasonal character, the duration of which cannot in any case exceed eight months, and who remains in the territory of the said country for the duration of his employment; “job of a seasonal character” means an employment which depends on the rhythm of the seasons and recurs automatically each year.

---

<sup>(1)</sup> Treaty Series No. 18 (1979), Cmnd. 7463.

### ARTICLE 3

The nationals of one or the other country normally resident in the territory of one of them employed in the territory of the other by a firm which is established in the territory of the first country from which they are paid, or by an employer who is normally resident in that territory, are subject to the legislation of that country (referred to in Article 2(1) (c) and (d) of this Annex), as if they had been employed on their own territory, as long as the probable duration of their employment in the territory of the second country does not exceed 12 months. If this employment is to continue for a period exceeding 12 months, they may continue to remain subject to the legislation of the first country for a period agreed upon between the competent authorities.

### Part II—Sickness and Maternity Benefits

#### ARTICLE 4

(1) Where a seasonal worker is entitled to cash sickness benefit and maternity allowance by virtue of the provisions of Article 13 of the Convention at the date of his departure from the Island of Jersey, he shall be entitled to continue to receive such benefits in the territory of France for a period of not more than thirteen weeks from the date of his departure from the Island.

(2) Where a worker is entitled to Medical Benefits in kind (*prestations en nature maladie ou maternité*) at the time of his departure from the Island of Jersey, he shall continue to be entitled, for a period not exceeding thirteen weeks from the date of his departure from the Island, to these benefits in kind in accordance with the provisions of the French Social Security, which will be chargeable to the competent Jersey authority. The reimbursement of such benefits shall be determined by administrative arrangement.

#### ARTICLE 5

- (1) (a) Where a national of one or other of the countries and the members of his family ordinarily resident in Jersey, who have been present in France for less than three months and who have not been affiliated to the French Social Security authorities, fall ill, meet with an accident, or for any other reason are in urgent need of medical treatment, they shall receive hospital in-patient treatment under the same conditions as though they were subject to the Sickness Insurance legislation mentioned in sub-paragraph (b) (ii) of paragraph (1) of Article 2 of the Convention, subject to their providing such evidence of eligibility as may be determined by agreement between the competent authorities of the two countries.
- (b) That part of the cost which would be borne by the person receiving such hospital treatment, if he or she were insured in France, shall be paid directly by that person to the hospital, and that part of the cost which would be borne by the Social Security

authority, in application of the legislation referred to in subparagraph (b) (ii) of paragraph (1) of Article 2 of the Convention, shall be borne by the institution designated by the competent authorities.

(2) Where a national of one or other of the two countries and the members of his family ordinarily resident in France and insured under French legislation on Social Security, who have been present in the territory of Jersey for less than three months, fall ill, meet with an accident, or for any other reason are in urgent need of medical treatment they shall receive hospital in-patient treatment under the same conditions as a national of the United Kingdom ordinarily resident in Jersey, as provided for by Jersey legislation, subject to their providing such evidence of eligibility as may be determined by agreement between the competent authorities of the two countries.

(3) The provisions of the aforementioned paragraphs (1) and (2) shall not apply to persons who go from one country to the other in order to receive there medical treatment.

#### ARTICLE 6

(1) Where a national of one or other of the two countries takes paid employment in the territory of one country and the members of his family reside in the territory of the other country, Medical Benefits in Kind (prestations en nature maladie ou maternité) or sickness and maternity benefits in kind as the case may be, of the country of residence of the members of the family shall be paid in accordance with the legislation of the country of residence and be chargeable to the country where that person is employed.

(2) The reimbursement of the benefits provided according to paragraph (1) shall be to such extent and by such methods as may be determined by administrative arrangement between the competent authorities of the two countries.

### Part III—Family Allowances

#### ARTICLE 7

(1) Where a national of one or other of the two countries takes paid employment in the territory of one country and the members of his family reside in the territory of the other country, family allowances of the country of residence of the members of the family shall be paid in accordance with the legislation of the country of residence and be chargeable to the country where that person is employed.

(2) The reimbursement of the benefits provided according to paragraph (1) shall be to such extent and by such methods as may be determined by administrative arrangement between the competent authorities of the two countries.

## **Part IV—Common Provisions**

### **ARTICLE 8**

The conversion of the factors applicable to the insurance periods and equivalent periods under French legislation into insurance periods and equivalent periods under the legislation mentioned in Article 2 (1) (a) of the Convention shall be determined by administrative arrangement.